

CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'ISSUE DU CONSEIL EUROPÉEN TENU À COPENHAGUE, SAMEDI 4 DÉCEMBRE 1982.

4 DECEMBER 1982 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames,

- Mesdemoiselles,

- Messieurs,

- Je ne pensais pas me trouver là devant vous à une vraie conférence de presse comme les apparences semblent le signifier. Je remplissais le devoir traditionnel d'une rencontre comme cela, mais cette fois-ci un peu informelle, car les travaux se poursuivent pour l'instant et, en raison de l'horaire prévu, c'est-à-dire la fin de ces discussions, 13h00 - 13h15 - 13h30, je ne me voyais pas me retrouvant avec le dernier carré des journalistes, manquant d'appétit, pour parler avec eux entre 14h00 et 15h00. D'autant plus qu'il faut quand même que je rentre à Paris. Alors on ne va pas rester bien longtemps ensemble. Il faut que je retourne travailler - d'autant plus que le président en exercice, le Premier ministre danois `Poul Schluter` fera une conférence de presse, elle, qui engage la conférence. Tel n'est pas mon propos, ni mon mandat. Je viens simplement comme chef d'une délégation participant à la conférence actuelle européenne et pas autre chose. Enfin, puisque nous sommes là, j'ai plaisir à vous saluer et je vous écoute. Simplement, au bout de peu de temps, je retournerai en séance.\

QUESTION (A2).- Monsieur le Président, pouvez-vous nous dire si les positions entre la France et l'Allemagne `RFA` sont rapprochées, si, pour l'instant, vous êtes content de ce qui s'est dit et de ce qui s'est décidé au-cours de ce Conseil ?

- LE PRESIDENT.- Les positions entre l'Allemagne et la France n'étaient pas très éloignées. On n'a pas besoin de faire beaucoup d'efforts pour se rapprocher. Vous voulez sans doute parler du débat ouvert sur le protectionnisme, j'imagine. En effet, j'ai entendu dire que certaines plaintes s'étaient exprimées sur la tentation du protectionnisme en France.

- S'il y avait tentation, ce qui n'est pas le cas, ce serait simplement par l'effet de la contagion, c'est-à-dire en raison du protectionnisme pratiqué, à l'heure actuelle, par bon nombre des pays qui le dénoncent. Un protectionnisme fertile en inventions, se gardant, en général, de s'affirmer dans des mesures tarifaires qui sont trop visibles, mais des réglementations, des usages, des habitudes, des complications qui sont pratiqués par beaucoup. La sagesse, ce qui fait qu'il n'est pas difficile de rapprocher des points de vue - s'il faut les rapprocher - la sagesse consiste à bien mettre sur la table, comme je l'ai déjà dit et redit, les différentes objections que chacun a à faire aux autres. Comme il existe un lieu où cela doit être naturellement effectué - c'est-à-dire la Commission européenne - je souhaite que la Commission européenne soit saisie de tous les manquements aperçus par tel ou tel pays, afin de préserver, au-sein de la Communauté `CEE`, l'homogénéité intérieure indispensable qui suppose, en effet, un tarif préférentiel, une union douanière et la liberté des échanges à l'intérieur de la Communauté. Telle est en tout cas la politique de la France.

- QUESTION.- Est-ce que vous avez obtenu satisfaction ...

- LE PRESIDENT.- Nous en avons discuté, mais il n'y a aucune difficulté à obtenir satisfaction, parce que c'est le bon sens et c'est la justice. Puisqu'il ne faut pas de protectionnisme, pour employer le grand mot constamment employé, puisqu'il ne faut pas que les pays des Dix, qui ont un pacte particulier depuis l'origine, puisqu'il ne faut pas qu'ils se garantissent les uns contre les autres chaque fois que l'un d'entre eux cède à la tentation de protéger telle ou telle de ses productions, eh bien, il faut que ce soit dit et débattu là où il le faut, c'est-à-dire au-sein de la Commission. Je souhaite donc que ce travail de nettoyage soit opéré au plus tôt.\

QUESTION (TF1).- Monsieur le Président, est-ce que, -compte tenu des remous monétaires actuels, en attendant la problématique réforme du système monétaire international ou, tout au moins, une future réforme, on peut espérer un renforcement au-sein du SME ?

- LE PRESIDENT.- Je le souhaite, je le souhaite vivement. On en parle précisément pour l'instant et j'ai quitté les délégations européennes pour venir vous retrouver. Je crois que c'est un consentement

général, mais le système monétaire européen lui-même, qui recouvre une vaste surface et une réelle puissance économique et commerciale, n'en est pas moins soumis à des coups de boutoir qui proviennent du désordre des changes un dollar généralement trop haut, estimé au-dessus de sa valeur au-cours de ces derniers mois, un yen trop faible, estimé au-dessous de sa valeur, tout cela, naturellement, prête à la spéculation et est malsain pour l'ensemble de nos pays. Ceux qui ont bâti les systèmes de l'immédiate après-guerre avaient eu la sagesse de s'imposer une règle commune et, pourtant, il y avait de grandes dissemblances entre les systèmes et les politiques intérieures, mais une grande dissemblance dans une conception générale favorable aux échanges libres, et pourtant ils s'étaient imposé une règle. Je souhaite, et là j'exprime mon opinion personnelle, en tant que responsable de la France, mais je n'engage pas les autres participants de la conférence en m'exprimant ainsi, vous poserez la question au président en exercice, c'est son affaire, je souhaite très vivement que le dollar, l'ECU, le yen, en-particulier, pour ne citer que ceux-là, parviennent à corriger leurs désordres.\

QUESTION.-est-ce que le déficit commercial français et les déclarations de M. Lambsdorff `ministre ouest-allemand des finances` ont été abordés au-cours du petit déjeuner avec M. Kohl

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, demandez-leur de s'exprimer en tant que, l'un et l'autre, membres du gouvernement allemand `RFA`. Mais je n'ai eu de ce point de vue - comme d'ailleurs la plupart des autres - aucune difficulté avec le chancelier. Cette discussion tombe sous la rubrique de ma remarque initiale. Je crois que c'est un apologue très connu, cela s'appelle "la paille et la poutre".

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous avez parlé d'une stratégie commune des Dix pour une meilleure coopération industrielle ?

- LE PRESIDENT.- On en discute, en effet, beaucoup actuellement. Il semble clair que l'on s'oriente vers un renforcement des liens sur-le-plan énergétique, sur-le-plan des transports, en-particulier £ plus cela s'étendra, mieux cela vaudra.\

QUESTION.- (inaudible) sur une dépêche concernant les euro-missiles : Avez-vous évoqué cette menace soviétique et l'attitude commune des Européens ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas à l'ordre du jour de notre séance. Il n'a pas été question de défense aujourd'hui, et nous avons parlé essentiellement, on en discute présentement, des problèmes de l'élargissement, des problèmes de financement des investissements, mais il y aura quand même in fine une discussion déjà préparée par les ministres des affaires étrangères sur certains aspects de la politique internationale : Afghanistan, Pologne et bien d'autres choses encore. Donc, je ne peux pas vous dire à l'avance - j'ignorais d'ailleurs cette dépêche dont vous me parlez. Pourtant, on me tient assez bien au courant, généralement, grâce à vous. Je vais pouvoir y réfléchir. De toute manière, je ne sais pas si cette dépêche apporte tellement de choses nouvelles. Je ne la connais pas. Mais il semble que beaucoup de choses de ce type ont été déjà dites.

- QUESTION.- (inaudible), sur l'incertitude qui pèse sur la volonté américaine de défendre l'Europe.

- LE PRESIDENT.- Non, il n'y a pas eu de débat sur la défense.\

QUESTION.- En ce qui concerne les relations commerciales avec les autres pays industrialisés, est-ce qu'une attitude communautaire sera définie ?

- LE PRESIDENT.- C'est cela, précisément, l'objet d'un de nos débats et, de ce point de vue, il n'y a pas de dispute. Mais il y a, à tout moment, la réapparition en surface du débat initial, celui que j'avais autrefois entendu dans les années déjà anciennes où l'Europe s'est constituée, débat entre ceux qui pensaient que l'Europe, derrière son union douanière, avec son système préférentiel, devait avoir sa propre identité, et puis ceux qui considéraient, généralement ils n'y sont pas venus à l'époque, que la théorie générale et la pratique devaient être celles d'une zone de libre-échange universelle. C'est toujours sous-jacent ce débat, monsieur, toujours sous-jacent. Moi, je suis de ceux qui pensent que la Communauté `CEE` doit se renforcer et défendre son marché intérieur.

- QUESTION.- (inaudible) sur les positions qui seraient devenues différentes depuis le changement de gouvernement en Allemagne.

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas entendu l'Allemagne `RFA` défendre une thèse différente de celle que je viens d'exprimer.\

QUESTION.- (inaudible) ... sur l'élargissement et sur les conclusions du Sommet à ce sujet.

- LE PRESIDENT.- On y est pour l'instant, j'arrive trop tôt .. Oh, elle est bien connue, la position de la France, de ce point de vue, le président américain, de l'après l'attention de son ministre, etc. etc. etc.

France. Je ne vais pas la répéter au risque de lasser l'attention de ceux qui m'écoutent. Cela fait plus d'une année que je la répète. Elle se résume très simplement par le fait que nous sommes tout à fait favorables à la présence de l'Espagne dans le Marché commun et sur-le-plan politique, c'est une évidence, sur-le-plan historique aussi. Bon, cela pose des problèmes économiques. Il faut qu'on ait avancé dans l'étude de ces problèmes économiques avant de procéder à un contrat solennel c'est tout.

- QUESTION.- Est-ce qu'ils ont pris une décision de reporter la discussion sur l'élargissement au mois de mars ? Est-ce que le Conseil européen donne un mandat

- LE PRESIDENT.- Monsieur, le président en exercice répondra à ces questions. La discussion est en cours et je n'ai pas de mandat pour m'exprimer au nom des Dix. Je viens de répondre à une question qui m'était posée sur la position française, alors, cela, naturellement j'en suis libre.

- QUESTION.- Approuvez-vous entièrement l'inventaire fait par la Commission européenne ?

- LE PRESIDENT.- C'est me poser une question trop vaste. Je trouve que ce travail est un bon travail et une très bonne base de discussion. Un inventaire, cela suppose beaucoup de questions et laissez nos délégations et la France aborder cette discussion sans s'enfermer à l'avance dans des affirmations prématurées.

- QUESTION.- En-matière de chômage, vous êtes-vous mis d'accord sur des mesures, notamment en-matière de relance ?

- LE PRESIDENT.- On a beaucoup insisté, le président en exercice vous en parlera, sur le problème de formation professionnelle et de l'emploi des jeunes en-particulier.

QUESTION.- A propos de la politique agricole commune, quelle serait la position de la France si les Américains décidaient de subventionner leurs exportations ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, on ne peut pas traiter de tout maintenant. La position de la France s'est déjà pas mal exprimée au GATT, récemment. Alors, ayez le sentiment que ce n'était qu'une version douce de nos positions.

- QUESTION.- Dans quel esprit pensez-vous que la France va aborder la réunion du 10 décembre à Bruxelles ?

- LE PRESIDENT.- Mais soyez un petit peu plus précis, si vous le voulez bien.

- QUESTION.- Les chapitres, par exemple, vont largement déborder, dépasser plutôt, l'agriculture. On va reprendre la discussion soulevée ces derniers mois par les relations Est-Ouest, l'énergie, les crédits à l'exportation. Je voudrais savoir quelle est votre idée sur cette réunion.

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas d'opinion particulière. Tout ce qui permettra d'arranger les points de vues sera bon, étant entendu que la France entend garder sa liberté d'action dès lors que l'on sort des termes de l'Alliance. Il y a une Alliance, une Alliance militaire `Alliance atlantique`. Elle comporte un certain nombre de conséquences logiques sur-le-plan stratégique, ce qui implique certains aspects économiques, bon, et puis c'est tout, il ne faut pas exagérer ! On en a discuté, on en discutera. La France n'est liée que par les obligations qu'elle a déjà souscrites. Pas par le reste.

- QUESTION.- Au sujet des représailles américaines dans le domaine agricole `exportation vers l'URSS` : y êtes-vous indifférent ?

- LE PRESIDENT.- Je ne suis pas au courant de représailles pour l'instant.

QUESTION.- On a dit que ce serait un sommet de réflexion. Parmi toutes ces réflexions, quelle est celle qui vous paraît en conclusion la plus importante ?

- LE PRESIDENT.- La conclusion n'est pas faite encore. Alors, je ne peux pas vous dire. J'ai trouvé que ce sommet était plus productif que les précédents.

- QUESTION.- Abaissement des taux de crédits à l'Union soviétique ...

- LE PRESIDENT.- Mais alors là, on déborde complètement ! La France est totalement souveraine dans ses définitions, elle n'est liée par aucun traité, aucun accord. Naturellement, elle accepte de discuter avec ses alliés. C'est ce qu'elle a fait d'ailleurs, puisqu'elle a augmenté ses taux d'une façon importante au-cours de ces derniers mois. Mais enfin, elle fait ce qu'elle pense juste de faire, c'est tout.

- QUESTION.- Dans quelle mesure ce sommet a-t-il été plus productif, monsieur le Président ?

- LE PRESIDENT.- Tout de même, vous le verrez aux textes. Ils sont plus précis, plus précis dans leur contenu et plus précis dans leurs échéances. Vous le constaterez vous-même.

- QUESTION.- Mais -compte tenu, monsieur le Président, de l'analyse de la conjoncture qui a été faite hier. avez-vous personnellement l'impression qu'il y a une plus grande cohésion de la part des Dix ?

- LE PRESIDENT.- Si je me fie à l'atmosphère de ce sommet, j'aurais plutôt tendance à vous dire oui. Je crois que l'épreuve du GATT a été assez salubre. Je pense qu'il y a eu divers chocs au-cours de ces dernières semaines, qu'au fond les membres du Marché commun `CEE` souffrent tout de même des mêmes maux, qu'ils ont à parer les mêmes dangers, quelles que soient leurs différences. Il me semble, c'est une perception, qu'il y a une conscience un peu plus réelle de ce qui lie, plutôt que le contraire.\

QUESTION.- Quelles vont être les relations de l'Europe avec la nouvelle équipe dirigeante `Youri Andropov` en Union soviétique ? En avez-vous parlé ?

- LE PRESIDENT.- Il en est question, justement. C'est le texte de politique internationale sur lequel on a peut-être commencé les travaux. Je suis parti, on ouvrait le débat sur l'élargissement. J'ai pris la précaution d'annoter ce que j'avais à dire, de telle sorte que M. le ministre des relations extérieures en est exactement informé `Claude Cheysson`. Je n'ai d'ailleurs pas toujours besoin d'écrire. En général, nous éprouvons, nous avons les mêmes réactions, intuitivement. Enfin, là, c'est encore mieux, parce que je ne savais pas combien de temps vous me retiendriez, quoique je me sois fixé un certain délai. Il y a un texte d'une page et demie - quelque chose comme cela - sur les relations internationales, dont notamment l'URSS. C'est au Président danois de vous dire cela. Je ne vais pas faire la conférence de presse à sa place !

- QUESTION.- Jusqu'où la France est-elle prête à aller, avec ses partenaires, pour défendre le marché intérieur européen face au Japon ?

- LE PRESIDENT.- Jusqu'où ? Qu'est-ce que vous voulez dire par là ?

- QUESTION.- Est-ce que des mesures sont envisagées dans-le-cadre du sommet ?

- LE PRESIDENT.- Non, non, pas pour l'instant. Ce sont plutôt des affirmations d'intentions, une démarche diplomatique, une attitude d'esprit. On ne peut pas, avant d'avoir vraiment ouvert la discussion, notamment avec le Japon, on ne peut pas préjuger. Il n'y a pas lieu de penser qu'a priori, il n'y aura pas un effort mutuel.\

QUESTION.- Monsieur le président, est-ce que vous avez parlé de la politique commune de la pêche ?

- LE PRESIDENT.- Il en a été question brièvement hier, surtout pour se donner rendez-vous en décembre. Ce que je dis ne doit pas être interprété comme une mesure de pure procédure. J'ai l'impression que cela a quand même un peu avancé, que l'on se réunira plutôt pour aboutir. C'est un peu mon sentiment.

- QUESTION.- A Londres, voici un an `Conseil européen du 27 novembre 1981`, vous aviez l'impression qu'on était au bord d'une relance de la politique commune. Un an après, il semble qu'on n'ait pas beaucoup avancé. Le problème britannique budgétaire se pose à nouveau.

- LE PRESIDENT.- On l'a quand même avancé, puisqu'il y a eu un accord, alors qu'il n'y en avait pas à l'époque. Autant que je me souvienne, lorsque nous étions à Londres, il y avait la question du "mandat", il y avait la fixation des prix. On en était encore à la fixation du prix du lait et à la question des huiles végétales. Cela a quand même été réglé, tout au moins pour le lait, pour les prix agricoles et sur les sommes qui ont été arr{tées, à propos du budget. Donc, il y a eu un progrès, quand même.

- QUESTION.- (inaudible).

- LE PRESIDENT.- Oh, pour l'avenir aussi puisque la Grande-Bretagne a, vous le savez, une demande presque intemporelle. Donc, naturellement, cela rebondira.

- QUESTION.- Vous pensez que l'on peut encore faire quelque chose ?

- LE PRESIDENT.- Par-rapport à l'année en-cours, cela m'étonnerait. Sur les années prochaines ? Vous connaissez les positions de la Grande-Bretagne qui demande que cela s'étale sur plusieurs années. On peut en discuter mais la discussion est loin d'être finie. La Grande-Bretagne demandait initialement sept ans, et d'une façon non dégressive. Nous disions non, moins longtemps, et de façon dégressive. Il ne faut pas installer un traité de Rome "bis" qui n'aurait pas été discuté, il faut en rester au fondement de l'Europe. A l'intérieur de cela, naturellement, les accommodements qui peuvent arranger tel ou tel pays qui se trouve en difficulté sont acceptables à condition de négocier.

- QUESTION.- Croyez-vous que la Communauté `CEE` aura un rôle précis et plus important à jouer au Proche-Orient ?

- LE PRESIDENT.- Il y aura un texte sur le Proche-Orient. C'est M. Schluter qui vous en parlera.

- QUESTION.- La Communauté, un rôle plus important ?....

- LE PRESIDENT.- Je ne le sais pas. Vous apprécierez le texte.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que ce sommet, ou est-ce que la France séparément, entend lancer une initiative monétaire quelconque ?

- LE PRESIDENT.- A ce sommet-là ? Nous avons rappelé les positions que nous avons défendues dans de nombreuses circonstances, notamment à Versailles. Non, je crois que c'est, comment dirai-je, une idée qui fait son chemin.

- QUESTION.- Monsieur le Président, le dernier rapport économique de la Commission retient l'hypothèse de croissance pour chaque pays membre de la CEE à l'horizon 83 `1983`. Il en ressort que la France, avec le Danemark, serait le seul pays qui, à cet horizon, verrait sa croissance se ralentir par rapport à l'exercice 81 `1981`.

- LE PRESIDENT.- Ce sont des diagnostics, des pronostics. Je constate que, pour l'année en-cours, tel n'est pas le cas. C'est même le contraire. La France est l'un des rares pays, je crois que nous sommes deux, à voir un peu de croissance s'affirmer. Le reste, c'est des supputations. La réalité n'est pas celle-là.

- QUESTION.- Quelle est la position de la France sur la création d'un groupe de travail pour une politique industrielle ?

- LE PRESIDENT.- Nous sommes favorables à tout ce qui approfondit les discussions, y compris sur-le-plan industriel.

- QUESTION.- Monsieur le Président, pour la pêche, est-ce que la France est d'accord avec M. Schluter ?

- LE PRESIDENT.- M. Schluter s'exprimera tout à l'heure. C'est son rôle. Merci.\